

LOIRE ATLANTIQUE **les** **NOUVELLES**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 107 - 3 Janvier 1980 - prix : 1 f.

LES COMMUNISTES APPELLENT LA POPULATION A RENFORCER SON SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE LA SNIA

Samedi dernier 29 décembre, à l'initiative des sections du P.C.F. de Saint-Nazaire et de la Brière, une longue file de voitures sur lesquelles étaient apposées des affiches avec le portrait des travailleurs de la S.N.I.A. licenciés, a sillonné des rues de la ville recevant sur son passage de nombreuses manifestations de sympathie.

Lors des multiples arrêts dans les quartiers populaires, les lieux passagers, les grandes surfaces, etc... les communistes ont appelé la population à renforcer son soutien aux travailleurs de la S.N.I.A., pour imposer au pouvoir et à la direction, la levée des licenciements et des sanctions, la satisfaction des revendications.

De jour en jour, le soutien s'élargit. Il faut qu'il grandisse plus encore, c'est à cela que travaillent les communistes. C'est le sens de l'initiative de samedi qui était précédée deux jours plus tôt par la tenue à Trignac d'une soirée de solidarité aux licenciés et sanctionnés qui a connu un vif succès.

Grâce à la solidarité des communistes de la S.N.I.A.S., d'Alstom-Atlantique, de Saint-Nazaire et de la Brière, les 48 enfants des travailleurs licenciés et sanctionnés de la S.N.I.A.S. - Saint-Nazaire ont eu droit à « leur Noël ».

Cela se passait jeudi dernier à la salle des fêtes de Trignac. Quelques instants auparavant, nos sept camarades licenciés et leurs familles avaient fait l'objet d'une chaleureuse réception de la Municipalité trignacaise que dirige Jean-Louis Le Corre, le maire communiste et conseiller général du canton de Montoir.

A la salle des fêtes de Trignac, une ambiance toute empreinte de sympathie et de solidarité autour de ces nouvelles victimes de la rapacité du pouvoir capitaliste, comme seuls savent en donner l'expression les militants du Parti commu-

niste français, parti de la classe ouvrière.

Comment pourrait-il en être autrement, car ces ouvriers ne sont ni des voyous, ni des gangsters... ni des saboteurs comme voudraient tenter de le faire croire journaux à la solde du pouvoir et du patronat ou encore le socialiste André Bergeron et les siens, à la botte de la direction de la S.N.I.A.S.

LEUR SEUL TORT !

Au cours de cette soirée, notre camarade Jean-Louis Le Corre rappelait, en présence de Maurice Rocher, secrétaire fédéral; Alain Binet, Hubert Deiahaie et Gérard Rastel, secrétaires des sections du P.C.F. de la région nazairienne, « Ils sont sanctionnés pour avoir imposé l'embauche de 300 travailleurs à St-Nazaire durant



l'année 79, et parce qu'ils luttent pour l'embauche immédiate de 650 autres jeunes. Ils refusent le redéploiement de l'aéronautique vers la R.F.A., qui embauche 12 000 salariés, investit 300 millions de Deutsch Marks, double les chaînes "Airbus" à Brême et à Munich, espionne les procédés de fabrication français en envoyant des ingénieurs et techniciens dans les ateliers nazairiens de l'aérospatiale ».

« Ils sont sanctionnés parce qu'ils luttent contre le travail au rendement, pour de meilleurs

leurs salaires, pour la défense de l'aéronautique française et l'indépendance économique nationale, pour imposer le lancement de nouveaux programmes comme "A. 200". »

C'est si vrai que ces sanctions contre d'honnêtes travailleurs et pères de familles sont si durement ressenties dans les quartiers et villages ou associations, où ils font preuve de leur dévouement qu'autour d'eux la solidarité devient plus importante. Tels ces commerçants qui ont apporté leur

concours à l'organisation de cet « arbre de Noël » de jeudi soir.

C'est si vrai également que ce jeudi 3 janvier, à 20 h 30, à la Maison du peuple de Saint-Nazaire, les sept femmes dont les maris ont vu leur licenciement effectivement signifié, vendredi dernier, lancent, avec les communistes, un appel aux femmes de la région à agir pour la satisfaction des revendications et la levée de tous les licenciements et sanctions.

(Suite page 4.)

UNANIMES ! REMISE DES CARTES 1980

Les huit députés de Loire-Atlantique, comme un seul homme, ont refusé la motion de censure présentée par le Parti communiste au sujet de l'implantation de nouvelles fusées américaines en Europe.

De l'ex-P.S.U. gauchisant par le verbe, F. Autain, au descendant de la noblesse Maujouan du Gasset, il n'y a pas eu de divergences.

L'opinion des 62 000 électeurs de notre département ayant voté communiste en mars 1978 n'a pas eu le droit de s'exprimer, pas même par ceux qui ont été élus au second tour grâce à notre désistement. Voilà quel contraste avec le souci des élus communistes de respecter les engagements passés avec leurs alliés et les électeurs.

C'est le règne de la démocratie due à une loi électorale adoptée en 1958 par tous les partis à l'exception du nôtre.

Mais il y a plus grave. C'est, en effet, Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, qui seul est monté à la tribune avec le Premier ministre pour repousser cette motion de censure.

L'U.D.F. n'a pas éprouvé le besoin de faire connaître son opinion. Ce n'est guère surprenant si l'on tient compte que ce parti regroupe tous les partisans de la voie de l'Amérique, tous ceux qui, depuis plus de trente ans, tel J. Lecanuet, sont dans tous les mauvais coups contre la France et sa sécurité.

Le mutisme du R.P.R. qui s'est aligné sur ce que J. Chirac appelait il y a encore seulement

six mois « le parti de l'étranger » n'est pas plus surprenant.

Il faut une bonne dose de cécité politique pour, après cela, affirmer qu'il « n'y a plus de majorité ».

Les « gardiens vigilants » de la tradition gaulliste que sont chez nous MM. Bolo, Guichard, Richard, ont une fois de plus laissé au vestiaire leur attachement à l'indépendance nationale. Les prochaines élections sont suffisamment lointaines pour espérer, par de retentissants cocoricos le moment venu, faire oublier cette capitulation sans conditions.

L'attitude de la majorité est tout à fait conforme à la politique qu'elle ne cesse de pratiquer.

(Suite page 4.)

ENGAGER UN VASTE PORTE A PORTE DES ADHÉRENTS POUR LE PLUS GRAND MEETING DE L'ANNÉE

Avec l'année nouvelle démarre la campagne de remises des cartes à tous les adhérents. Une campagne offensive qui vise non seulement à redonner au parti dans le département ses effectifs de 1979, mais aussi à lui permettre de se renforcer de centaines d'adhésions nouvelles.

La situation politique montre que la remise des cartes 1980 doit se faire avec audace et rapidité.

En effet, l'année qui s'achève

a montré que deux grands courants se sont opposés :

— L'un mené par les hommes du pouvoir et du grand patronat et soutenu par le Parti socialiste incitant les travailleurs au renoncement.

— L'autre mené par les communistes incitant à la lutte, au refus de collaborer à une politique d'austérité et de chômage.

Partout, sur tous les fronts, les communistes ont mené le

(Suite page 4.)

Cinéma "les Club"

76, AVENUE DE LA REPUBLIQUE SAINT-NAZAIRE Tél. 22.53.41

Tous les jours 2 soirées vers 20-22 h. Matinées tous les jours 14 h 30, dimanche, 14 h, 16 h

LE LIVRE DE LA JUNGLE

AIRPORT 80 CONCORDE

BUFFET FROID

(Interdit - 13 ans)

LA GUEULE DE L'AUTRE

LES JOYEUSES COLONIES DE VACANCES

Les KORRIGANS

8, avenue de la République
ST-NAZAIRE
Tél. 22.44.79

I COMME ICARE

RIEN NE VA PLUS

ORANGE MECA-NIQUE

(Interdit - 18 ans)

RUE DU PIED DE GRUE

UN ÉTÉ 42

— Votre livre se termine ?

— Oui, après trois ans au cours desquels nous avons lu des milliers de pages, feuilleté des centaines de journaux, dépouillé, aux archives départementales, de nombreux dossiers, accumulé des centaines de documents, nous sortons, vers la mi-avril ce livre : *St-Nazaire et le Mouvement Ouvrier de 1848 à 1920*.

— C'est une œuvre collective ?

— Oui, nous avons créé une Association de Recherches et d'Études du Mouvement Ouvrier de la Région de St-Nazaire (AREMORS) qui groupe une quinzaine de personnes intéressées à l'histoire de la région.

— Plusieurs livres sont déjà parus sur l'histoire de St-Nazaire, ceux d'Henri Moret, de Marthe Barbance, de Fernand Guériff. Votre livre ne risque-t-il pas de faire double emploi ?

— Je ne crois pas. D'une part, le 3^e est épuisé, les deux autres viennent d'être réédités mais à des prix hors de portée de toutes les bourses : 280

SAINT-NAZAIRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER DE 1848 A 1920

entretien avec Pierre MAHÉ

et 200 F. D'autre part, il y a cent façons d'écrire l'histoire.

Nous voulons nous adresser à ceux qui « font l'histoire ». Nous pensons que la connaissance du passé permet de mieux comprendre le présent afin de préparer l'avenir. Et donc, que les travailleurs, plus particulièrement les militants ouvriers, ces combattants du présent et « préparateurs » de l'avenir, doivent avoir, pour bien remplir leur tâche, une

connaissance historique et économique de leur région. Nous souhaitons que nos études, nos documents, notre livre, les aident à parfaire leurs connaissances dans ce domaine.

Ceci dit, dans le régime actuel, l'impression d'un tel livre demande, au préalable, une mise de fonds TRES importante. Pour nous aider, dès que possible, avant le 15 février, adressez votre participation de 30 F (prix du livre en souscription).

par chèque bancaire à

AREMORS

1, rue Jacques-Prévert - 44 600 St-Nazaire

ou par CCP à

Morinière, A 342 906 H. CCP Nantes

même adresse.

Le livre sera expédié ou remis à votre domicile dès sa parution.

les nouveautés de la semaine...

● **BUFFET FROID.** — Film de Bertrand Blier, avec Gérard Depardieu, Bernard Blier, Jean Carmet, Geneviève Page. La violence de notre époque vue avec l'humour destructeur de l'auteur des « Valseuses ».

● **AIRPORT-80 CONCORDE.** — Film américain de David Lowell Rich, avec Alain Delon, Sylvia Kristel, Robert Wagner, Bibi Andersson, Georges Kennedy. Concorde, vedette du dernier des films catastrophe de la série « Airport ».

● **RIEN NE VA PLUS.** — Film français de Jean-Michel Ribes, avec Jacques Villaret, Eva Darlan. A travers une suite de sketches au vitriol, les étapes d'une enquête sociologique. Peu sérieux mais marrant.

● **I COMME ICARE.** — Film français d'Henri Verneuil, avec Yves Montand. Un président est assassiné. Un juge enquête.

● **LES JOYEUSES COLONIES DE VACANCES.** — Film français de Michel Gérard, interprété par Marthe Villalonga

● **CUL ET CHEMISE.** — Film d'Italo

Zin garelli, avec Bud Spencer et Terence Hill. Drôles d'aventures africaines pour les deux compères du cinéma italien découverts dans « Trinità », « Deux super-flics », « Pair et Impair »...

● **SIBERIADE.** — Film soviétique d'Andrei Mikhalov, Ludmila Gourtchenko, Nathalie Audretchenko. (Prix spécial Festival de Cannes 1979).

● **LAURA, LES OMBRES DE L'ÉTÉ.** — Film de David Hamilton, avec Maud Adams et Dawn Dunlap. Second film du célèbre photographe, dans l'esprit de Bilitis.

● **GROS CALIN.** — Film de Jean-Pierre Ranson, avec Jean Carmet, Nino Manfredi. Adaptation du premier roman d'Emile Ajar : l'histoire d'un homme seul, auquel personne n'a jamais attaché la moindre importance jusqu'au jour où il adopte un python.

● **LA GUEULE DE L'AUTRE.** — Film français de Pierre Tchernia, avec Poiret et Serrault. Se sentant menacé, un candidat aux élections législatives, prend un sosie qui court les risques à sa place. Rire assuré.

Gaumont

présente

M. SERRAULT - J. POIRET

LA GUEULE DE L'AUTRE

un film de Pierre TCHERNIA

et vous annonce la sortie prochaine de...

- LA FEMME FLIC (MIOU-MIOU)
- C'EST PAS MOI, C'EST LUI (P. RICHARD)
- L'AVARE (Louis de FUNES)
- LE GUIGNOLO (BELMONDO)
- LA MORT EN DIRECT (R. SCHNEIDER)
- LE VOYAGE EN DOUCE (de M. DEVILLE)

etc... etc...

VOILA LE DÉBUT D'UNE BONNE ANNÉE...

A L'AFFICHE DE NANTES

APOLLO

- 1 — 13 h 40, 15 h 55, 18 h, 20 h 10, 22 h 15, plus sam., 0 h 15
LE LIVRE DE LA JUNGLE.
 2 — 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05, plus sam., 0 h 30 :
LES BRONZES FONT DU SKI.
 3 — 13 h 45, 15 h 55, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 25, plus sam., 0 h 30 :
LA GUERRE DES POLICES.
 4 — 14 h, 16 h 25, 20 h, 22 h 25, plus sam., 0 h 40 :
AIRPORT 80 - CONCORDE.
 5 — 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, plus sam., 24 h :
LES JOYEUSES COLONIES DE VACANCES.
ARIEL (permanent à partir de 14 h)
 1 — Festival du Film fantastique.
 2 — « CAMP ÉROTIQUE » - « JOUISSANCES ASIATIQUES ».
COLISEE, 14 h 30, 20 h, 22 h 15, dimanches et fêtes : 14 h 30, 17 h, 20 h, 22 h 15.
 1 — **BUFFET FROID.**
 2 — **GROS CALIN.**
 3 — **I COMME ICARE.**
CONCORDE
 1 — 20 h 15, plus dimanche, 15 h : **BEN HUR.**
 2 — 20 h 15, plus dimanche, 14 h 30 : **DON GIOVANNI.**
 23 h, plus dimanche 17 h 15 : **CALMOS.**
 3 — 20 h, plus dimanche, 14 h 15 : **APOCALYPSE NOW.**
 22 h 15, plus dimanche, 17 h : **JOUR DE FÊTE.**
 4 — 20 h, plus dimanche, 14 h 15 : **TESS.**
 23 h, plus dimanche, 17 h : **FRITZ THE CAT.**

GAUMONT

- 1 — 14 h 05, 16 h 30, 20 h 05, 22 h 30 : **CUL ET CHEMISE.**
 2 — 14 h 15, 16 h 30, 20 h 15, 22 h 30 : **LAURA, LES OMBRES DE L'ÉTÉ.**
 3 — 14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 30 : **AIRPORT 80 - CONCORDE.**
 4 — 14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 30 : **LE PULL-OVER ROUGE.**
 5 — 14 h 15, 16 h 30, 20 h 15, 22 h 30 : **LA GUEULE DE L'AUTRE.**
 6 — 14 h 15, 16 h 30, 20 h 05, 22 h 30 : **RIEN NE VA PLUS.**
KATORZA, 14 h 30, 17 h, 20 h, 22 h 15.
 1 — **LES MOTOS DE LA MORT.**
 2 — **I COMME ICARE.**
 3 — **BUFFET FROID.**
 4 — **LE COUP DE GRACE.**
RACINE, 14 h, 15 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 30, 23 h.
 1 — **EMMANUELLE.**
 2 — **ARTOUZEZ-MOI.**
VERSAILLES
 1 — 20 h, plus dimanche, 14 h 15 : **LAURENCE D'ARABIE.**
 2 — 20 h 15, plus dimanche, 14 h 30 : **SIBERIADE.**

APOLLO 5 salles, 5 films

AIRPORT 80, Concorde

LE LIVRE DE LA JUNGLE	LES BRONZES FONT DU SKI	LA GUERRE DES POLICES
------------------------------	--------------------------------	------------------------------

Les joyeuses colonies de vacances

ARIEL 2 SALLES

● **FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE**

— Mercredi : LE RETOUR DE FRANKSTEIN	— Dimanche : DOCTEUR FOLAMOUR
— Jeudi : UNE MESSE POUR DRACULA	— Lundi : UNE FILLE POUR LE DIABLE
— Vendredi : L'HOMME H	— Mardi : LES MONSTRES SONT TOUJOURS VIVANTS
— Samedi : LES DIABLES	

● **2 films « HARD »** au même programme
 tarif réduit - interdit moins 18 ans
CAMP ÉROTIQUE ● JOUISSANCES ASIATIQUES

Horaires "Les Korrigans"

Salle 1. — Tous les jours : 20 h, 22 h 30, + le vendredi, 14 h 30, + mercredi, samedi, dim., 14 h, 16 h 30.
 Salle 2. — Tous les jours : 20 h 15, 22 h 25, + le vendredi, 14 h 30, + mercredi, 14 h 15, 16 h 15, + samedi, dimanche, 18 h 15.

Salle 3. — Tous les jours : 20 h 05, 22 h 30, + le vendredi, 14 h 30, + mercredi, samedi, dimanche, 14 h 05, 16 h 30, 20 h 05, 22 h 30.
 Salle 4. — Tous les jours : 20 h 20, 22 h 20, + le vendredi, 14 h 30, + mercredi, 14 h 20, 16 h 20, + samedi, dimanche, 18 h 20.
 Salle 5. — Tous les jours : 20 h 10, 22 h 15, + le vendredi, 14 h 30, + mercredi, 14 h 10, 16 h 25, + samedi, dimanche, 14 h 10, 16 h 15, 18 h 20, 20 h 25, 22 h 30.

22 Allée d'ORLEANS près la Tour Bretagne. COURS des 50 OTAGES.

RÉCLAME DE
BLANC 80

10%
de
REDUCTION

au
Cisserand
breton

Tél. 48.42.80

MALGRE LA LIBERALISATION DES PRIX, CETTE REDUCTION EST GARANTIE SUR LES PRIX DE 1979 JUSQU'AU 29 FEVRIER 80

PROFITEZ-EN ET FAITES-NOUS CONFIANCE !

NOUS ECHANGIONS OU REMBOURSONS SI PAS COMPLETE SATISFACTION

22 Allée d'ORLEANS près la Tour Bretagne. COURS des 50 OTAGES.

A PROPOS DE L'INDEMNITÉ DE LOGEMENT DES INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Une déclaration de l'Association départementale des Elus communistes et républicains

Depuis longtemps déjà les élus communistes dénoncent les transferts de charges de l'Etat sur les communes, notamment en matière de dépenses scolaires.

Il est en effet de plus en plus insupportable pour les élus responsables de l'intérêt général de la collectivité, de se voir imposer des hausses continues et fortes sur des dépenses dites « obligatoires » alors que les moyens financiers des communes ne cessent d'être réduits par la même politique gouvernementale au nom de « l'austérité ». Rémunération du M.N.S. assurant l'enseignement de la natation pour les scolaires, frais de fonctionnement des équipements sportifs mis à la disposition des lycées et collèges, intégralité des dépenses de fonctionnement des collèges, autant de charges qui devraient incomber à l'Etat (et cette liste est loin d'être complète).

UN SUJET DÉLICAT

Parmi ces dépenses imposées, il en est une qui demeure souvent un sujet « tabou » car elle pose un problème délicat.

Il s'agit des dépenses afférant au logement des instituteurs et institutrices. Problème délicat car le pouvoir giscardien espère profiter d'une éventuelle querelle ou opposition entre élus et enseignants. En effet, le gouvernement a ici le beau rôle.

— d'une part, il se débarrasse sur le dos des communes d'une charge considérable ;

— d'autre part, il canalise le mécontentement des instituteurs et institutrices vers les communes lorsque l'indemnité est modeste ou le logement inconfortable ;

— enfin, il se paie le luxe d'imposer aux communes un taux de base minimum pour ces

indemnités (par arrêté préfectoral).

LA POSITION DES ELUS COMMUNISTES

La difficulté se complique encore car les enseignants retiennent avant tout dans l'indemnité de logement l'aspect « complément de salaire » et pensent qu'ils sont plus sûrs de l'obtenir des élus locaux que du gouvernement.

Sur ce problème, la position des élus communistes est conforme à une attitude qui leur est constante : régler les divergences en respectant les intérêts de chacun, en excluant tout esprit de spoliation.

Ils comprennent la crainte des instituteurs et institutrices de voir leur indemnité bloquée sans réévaluation, comme ce fut le cas pour les professeurs d'enseignement général des collèges.

Mais, en même temps, ils ne sauraient admettre que l'Etat continue à accabler les communes de charges qui lui incombent normalement.

La seule issue, c'est, après une concertation avec les organisations représentatives des instituteurs et institutrices, la lutte commune et unie contre les injustices, pour obtenir :

— dans l'immédiat, que l'Etat rembourse aux communes les dépenses afférant au logement des instituteurs et institutrices ;

— fondamentalement, que l'Etat, en concertation avec les organisations syndicales des personnels intéressés, prenne en charge ces dépenses en les intégrant dans le traitement des enseignants sous forme de points d'indice (ils en bénéficieraient ainsi durant leur retraite, ce qui n'est pas le cas actuellement).

LA LUTTE UNITAIRE DES ENSEIGNANTS ET DES ELUS

Seule cette lutte convergente des élus et des enseignants, excluant tout autoritarisme de la part des communes et tout esprit étroitement corporatif de la part des enseignants, peut permettre de régler la question en respectant les intérêts de chacun.

Tout autre manœuvre ne ferait qu'entretenir la division pour le plus grand profit du pouvoir.

L'AGRICULTURE EN DÉCLIN

Le PCF appelle à la lutte pour mettre cette politique en échec et imposer de véritables solutions

Une délégation de dirigeants et d'élus du Parti communiste, conduite par Claude Poperen, membre du Bureau politique, et composée de Marcel Guintard, membre du Comité central, André Soury, député, Christian Chaval, membre de la section agraire du Comité central, ainsi que les dirigeants fédéraux, a effectué, la semaine dernière, une tournée dans les Pays de la Loire.

Au cours de celle-ci, les membres de la délégation ont tenu un certain nombre d'initiatives sur les problèmes agricoles et notamment d'importants débats avec les paysans, les ruraux, à Bouloire (Sarthe), Le May-sur-Evre (Maine-et-Loire), à Andouillé dans la Mayenne, à Champagné-les-Marais en Vendée, et en Loire-Atlantique.

Au cours d'une conférence de presse que la délégation a tenue à Nantes, Claude Poperen a notamment déclaré :

« Aujourd'hui l'ensemble des travailleurs sont victimes de la politique d'austérité voulue et mise en place par le gouvernement conformément aux intérêts du grand patronat.

Pour les agriculteurs, cette politique se traduit par une pression considérable sur le revenu des petits et moyens paysans, qui baissera en 1979 pour la sixième année consécutive.

Dans ce département le pouvoir d'achat paysan, qui avait baissé de 3,9 % en 1975, va encore baisser cette année.

Cette baisse de revenu a des conséquences graves, non seulement sur les conditions de vie des familles paysannes, mais aussi sur les investissements productifs indispensables au maintien de notre potentiel de production agricole.

La croissance de la production s'est fortement ralentie notamment pour les productions animales : le taux de couverture de nos échanges extérieurs agro-alimentaires reste instable et précaire ; l'endettement de l'agriculture atteint un niveau inquiétant ; l'exode rural se poursuit, aggravant les déséquilibres régionaux.

En Loire-Atlantique par exemple, il y a trois fois plus de départs que d'installations.

Cette politique de déclin de notre agriculture est conforme aux orientations européennes et pour la mettre en place le gouvernement et sa majorité P.R.-R.P.R., rejoints dans ce domaine par le P.S., veulent pousser plus loin l'intégration Européenne et abandonner de plus en plus de leurs prérogatives en matière agricole aux décisions de Bruxelles, espérant par là se dédouaner auprès des paysans qui en sont victimes.

Dans le même temps le gouvernement prétend, avec sa loi d'orientation agricole, créer les conditions d'une agriculture plus forte pour exporter davantage et arrêter l'exode rural.

Mais la loi qui vient d'être votée à l'Assemblée ne peut qu'aboutir à un résultat contraire.

Le gouvernement place servilement notre agriculture dans le cadre de la politique européenne qui, du fait de l'action des forces économiques et politiques dominantes, s'oriente vers l'ouverture des frontières aux importations du marché mondial et vers une pression considérable sur les prix agricoles à la production.

Accepter cela, c'est accepter de réduire notre agriculture à la mise en valeur des terres les plus fertiles, les 2/3 de notre territoire étant voués à une sous-exploitation appauvrissante.

Loin de préparer une agriculture forte, cela l'affaiblira et mettra en cause notre indépendance alimentaire.

Pour aboutir à ce résultat la loi d'orientation du gouvernement contient toute une série de dispositions visant à accélérer la disparition des petits et moyens paysans par le biais de charges sociales et fiscales plus fortes, par la suppression de certains prêts du Crédit Agricole, par l'exclusion des petits paysans de la Mutualiste Sociale Agricole, par des mesures foncières qui affaiblissent le contrôle des cumuls, qui portent atteinte au statut du fermage et qui donnent la possibilité aux sociétés financières d'investir dans les groupements fonciers agricoles et d'assouvir par là

leur soif de profit sur le dos des paysans.

Cette loi s'attaque également à la coopération, qui fut la cible privilégiée de M. Debatisse, et renforce le poids des industries agro-alimentaires sur les paysans.

A l'Assemblée Nationale, le groupe communiste a présenté des propositions conséquentes qui reprennent l'esprit de sa proposition de loi-cadre agricole qui permettrait d'assurer aux agriculteurs des prix agricoles garantis correspondant aux coûts de production et permettant une revalorisation de leurs revenus. Cela nécessite, comme nous le réclamons, que la France ait une attitude conséquente à Bruxelles pour défendre les intérêts de notre agriculture. Elles auraient également permis aux agriculteurs,

au travers de SAFER démocratisées, de maîtriser réellement le marché foncier en conservant le libre choix de l'achat ou de la location de la terre qu'ils travaillent.

Ces propositions ont été repoussées par la majorité gouvernementale, même si la lutte des paysans que nous avons soutenue, a contraint celle-ci à accepter quelques-unes de nos propositions et à reculer sur quelques points extrêmement nocifs de son projet.

Malgré cela, cette loi va contribuer à aggraver la politique néfaste du pouvoir. Cette politique n'est pas fatale. Nous appelons donc les exploitants familiaux à poursuivre et à intensifier leurs luttes pour faire prévaloir nos propositions, favorables aux paysans et à l'intérêt du pays. »

INTENSIFIER L'EFFORT DE DIFFUSION DE « L'HUMANITÉ-DIMANCHE »

Depuis plusieurs mois, nous sommes engagés dans une grande bataille pour augmenter de façon importante la diffusion de notre presse et en particulier de « L'Humanité-Dimanche ».

Cet effort de notre parti pour sa presse est une question décisive, elle est une condition de la réalisation de la stratégie définie par les 22^e et 23^e congrès.

L'attention apportée à cette question par les communistes dans les quatre dernières semaines a permis d'obtenir des résultats positifs puisque, avec un gain de plus de 100 lecteurs, nous retrouvons au niveau du département le chiffre de diffusion du 7 octobre dernier.

Ce premier acquis qui est en fait le fruit du travail de quelques sections seulement, montre les possibilités qui existent pour élargir de manière importante la diffusion de notre hebdomadaire central.

Avec cette année 1980 qui débute, nous allons donc nous attacher à tout mettre en œuvre pour réaliser un véritable bond en avant de la diffusion et ceci avec d'autant plus de force que nous allons disposer, dès le

1^{er} février, d'une nouvelle « Humanité-Dimanche », plus combative, collant mieux encore à l'actualité, plus populaire, et dont le prix sera probablement de 4,50 F.

Il s'agit donc pour nous, non seulement de poursuivre l'effort des quatre dernières semaines, mais de l'intensifier, de l'étendre à chaque organisation du parti, à chaque communiste.

Ainsi pas une seule réunion de cellule ou de section ne doit se tenir aujourd'hui sans que soit abordée la question de notre presse, des raisons de sa diffusion et de sa lecture aux dispositions à prendre pour créer ou augmenter le C.D.H.

Chaque assemblée populaire de renforcement doit être l'occasion de faire à la fois de nombreuses adhésions et à la fois de gagner de nouveaux lecteurs communistes ou non communistes à « L'Humanité-Dimanche ».

Cet effort de chaque section, chaque cellule, chaque communiste de façon permanente est la condition d'un véritable bond en avant de notre presse hebdomadaire.

DU 2 AU 31 JANVIER

GRANDE VENTE DE

BLANC

chez

ARROUET

1, ALLEE DUGUAY-THOUIN - NANTES
Téléphone : 71.28.16

De la qualité, des prix

Fiancés

MAJOR

vous offre de magnifiques

CADEAUX

Demandez votre livret dans les magasins MAJOR de SAINT-NAZAIRE

UNANIMES !

(Suite de la première page)

Inquiétante, par contre, est celle du Parti socialiste dont le leader s'est, une fois de plus, comporté en rassembleur de toutes les tendances socialistes pour mener une violente charge anti-communiste, retrouvant les accents qui furent les siens lorsqu'il fut, de nombreuses fois, ministre, voici une vingtaine d'années. Ce discours, où la cible exclusive était le Parti communiste, venait en réponse à celui de Georges Marchais exclusivement, lui, dirigé contre le gouvernement et sa politique. Les moyens d'information ne s'y sont pas trompés.

De la presse d'hersant parlant dans « France-Soir » « d'un discours qui fut sans doute la meilleure et la plus fondée des ripostes du P.C », « d'un parti socialiste qui se retrouve en fait plus près de la majorité que de son ancien partenaire », à « Ouest-France », journal de droite soutenant résolument la politique socialiste qui fait état « d'une majorité médusée et conquise », c'est aussi l'unanimité.

Le premier secrétaire du Parti socialiste n'a donc pas été seulement le rassembleur du Parti socialiste mais celui de toutes les forces alignées sur les décisions de l'OTAN, la remise en

cause de l'équilibre des forces en Europe, l'installation de nouvelles armes nucléaires en R.F.A.

Le comportement du Parti socialiste dans cette affaire, après la visite de Mitterrand à Chirac, montre que de septembre 1977 à aujourd'hui, il y a de sa part beaucoup de continuité dans l'effort pour briser l'union des forces populaires.

Un autre fait allant dans ce sens retient notre attention en Loire-Atlantique. Il faut s'en expliquer loyalement alors que les luttes iront en se développant dans les mois à venir.

Voici peu, André Bergeron s'est lancé, à Nantes, dans un véritable appel à la répression à la S.N.I.A.S. de Saint-Nazaire.

Son discours fut, hélas, entendu puisque les sanctions pleuvent en particulier contre les militants C.G.T.

Il est pourtant une tradition dans le mouvement ouvrier. C'est, quelles que soient les divergences (et nous comprenons fort bien qu'elles existent) ne jamais faire appel à l'adversaire pour frapper les travailleurs, même si l'on considère qu'ils se trompent.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti socialiste, dont la volubilité n'a d'égale que l'inef-

ficacité dans les luttes, s'est bien gardée de condamner l'attitude du socialiste Bergeron.

Serait-ce parce que celui-ci soutient Mitterrand dans son combat de chef contre M. Rocard, comme en a fait état un journal local, ou parce qu'elle est d'accord sur le fond avec Bergeron ?

Que le Parti socialiste soit contraint, pour ne pas trop se discréditer, de manœuvrer après de tels faits portant de durs coups à l'union de la gauche et à la lutte des travailleurs, nous le concevons fort bien. Il doit, en retour, concevoir que le Parti communiste se refuse à entretenir le brouillard en participant à des cartels ou comités qui lui permettent de se donner un visage de gauche alors qu'il pratique une politique de droite.

On ne peut être à la fois avec les travailleurs et avec ceux qui appellent à la répression.

On ne peut être à la fois partisan d'un changement de politique et défendre la même que celle pratiquée par le gouvernement sur des questions aussi craves que l'indépendance et la paix.

L'unanimité avec l'U.D.F. et le R.P.R. n'est pas de mise.

L'unité exige la loyauté, la franchise.

Pour les communistes, les choses sont claires.

Parce que nous voulons profondément l'union, nous lèverons un à un, les obstacles que sèment sur son chemin ceux qui y tournent le dos.

En cette période de vœux, le seul que je pourrais formuler serait de ne pas avoir à revenir sur les attitudes du Parti socialiste et de sa fédération en Loire-Atlantique.

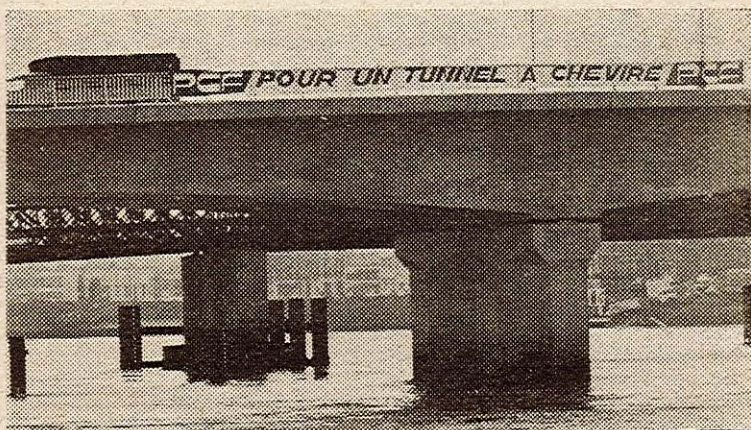
Claude POPPEREN.

POUR UN TUNNEL A CHEVIRÉ

Le jour de l'inauguration du nouveau pont Haudaudine, les communistes manifestaient à nouveau pour la réalisation d'un franchissement sous-fluvial à Cheviré.

Depuis ce jour, une banderole fixée au pont (notre photo) exprime cette revendication dont notre parti est à l'origine.

L'urgence de la réalisation de moyens de franchissement sur la Loire et la Sèvre, et particulièrement à Cheviré, invite à la lutte.



La solution satisfaisante de ces problèmes pour la population ne peut s'accommoder de positions ambiguës, de demi-mesures, de beaux projets... Seule l'action sur des bases claires peut l'imposer.

L'intervention de Paul Le Guilloux devant le Conseil municipal de Nantes (parue dans notre dernière édition), réaffirmait la position des élus communistes, notamment au sujet du choix d'un tunnel.

Les communistes de l'agglomération ne manqueront aucune occasion pour que cette exigence devienne celle clairement exprimée d'un nombre grandissant d'usagers.

— Pour la réalisation rapide du programme de contournement avec le tunnel à Cheviré ;

— Pour le financement de ce programme (SIVRAN) dans le 8^e Plan, pour le respect des engagements pris en juillet 1978 par le directeur des routes : maîtrise d'ouvrage à l'Etat sur l'ensemble du contournement, soit 55 % du montant global payé par l'Etat et 45 % par les collectivités locales ;

— Pour le remboursement aux collectivités locales de la T.V.A. prélevée sur tous les travaux ;

— Pour que le Conseil général, le Conseil régional prennent leur part au financement ;

— Contre toute forme de péage ;

— Pour que la décision du choix de l'ouvrage n'échappe pas aux élus,

Les communistes lutteront avec la population.

J. B.

REMISE DES CARTES 1980

(Suite de la première page)

combat pour la défense des revendications, des libertés, de l'indépendance et récemment encore pour la défense de la paix.

Nous avons porté des coups à l'adversaire de classe, les travailleurs ont arraché des revendications et le « consensus » tant espéré n'a pas été obtenu.

Ce qui nous a valu l'acharnement, la violence de l'anticommunisme pour nous affaiblir, nous marginaliser, car l'obstacle au renoncement c'est le Parti communiste, c'est pour cela que de toutes parts on nous attaque violemment.

Mais il faut se rendre à l'évidence, les derniers résultats d'organisation de la Fédération de Loire-Atlantique montrent que les effectifs 79 seront équitables avec 78 et que plus de 750 adhésions ont été réalisées et qu'il reste encore des cartes à placer.

Notre influence s'est renforcée aux cantonales, aux Européennes, et tout cela malgré l'apreté de la lutte.

C'est donc à partir de cela que nous disons que l'année 1980 doit être l'année de l'offensive pour un grand Parti communiste.

Les assemblées populaires doivent refléter cette situation, elles seront préparées avec tous les communistes pour en faire des assemblées largement ouvertes permettant la participation nombreuse des travailleurs, de leurs familles. Sans oublier dans nos invitations nos électeurs qui tiennent contre vents et marées face aux attaques anticommunistes en restant fidèles aux idées du XXIII^e congrès.

Ces assemblées, au nombre de 265, représentent le plus grand meeting politique de l'année, sans doute plus de 10 000 personnes réunies aux quatre coins du département.

Ce sera l'occasion, pour des centaines d'entre eux, de concrétiser, en donnant leur adhésion, leur approbation à la politique de notre parti. Ce sera l'occasion pour les organisations du parti de faire un bond dans la diffusion de « l'Humanité » en offrant à tous ces nouveaux adhérents l'abonnement d'accueil.

La vitalité des communistes de Loire-Atlantique doit se marquer de l'esprit offensif, d'audace pour faire de l'année

80 la grande étape sur le chemin des 10 000 communistes dans le département. La nouvelle Fédération, les nouveaux locaux sont aujourd'hui réalité, ils sont à la mesure des 10 000, à l'organisation de suivre.

HISTOIRE D'UNE TENTATIVE...

En mars 1977, les électeurs des grandes communes de l'agglomération nantaise (Nantes, St-Herblain, Rezé, Bouguenais, Orvault...) confiaient la gestion des affaires communales à des listes d'Union de la gauche à majorité socialiste. Conformément aux contrats communaux signés par les différentes composantes de ces listes, toutes ces communes ont à leur tête un maire socialiste. Rien d'anormal à cela.

Dans une agglomération comme la nôtre, de nombreux problèmes (voirie, transports, assainissement, etc...) ne peuvent être valablement résolus que par une coopération volontaire des communes.

Cela entraîne, de fait, une délégation de pouvoirs du Conseil municipal, donc des électeurs.

C'est pourquoi furent créés des syndicats intercommunaux (voirie rapide : SIVRAN, transports en commun : SITPAN...), une association à vocations multiples : ACRN, et plus récemment une agence d'urbanisme d'agglomération : AURAN. Ajoutons que nous citons là les quatre organismes les plus importants quant aux décisions qu'ils prennent.

Ils représentent, en gros, pour 1980 une charge, pour nous Rezéens, d'environ 500 millions d'anciens francs à prélever, bien sûr, sur les impôts locaux.

Dans la mesure où cette coopération est volontaire, les communes gardent la faculté d'apprécier si ces dépenses sont justifiées par rapport aux intérêts de la population.

Dans le cas contraire, elles peuvent se retirer de tel ou tel syndicat.

Seulement voilà, — qui représente les communes à ces syndicats ? Uniquement des socialistes

à une exception près.

Que signifie donc dans ces conditions Union de la gauche ?

Cela n'aurait pas été grave si des projets précis n'avaient été avancés par nos partenaires. Quels sont donc ces projets ?

1. La création d'une structure d'agglomération suivant le modèle du District refusé par tous les élus de gauche en 1959. Cette structure pourrait être l'AURAN ou une émanation de l'ACRN. Elle prendrait en charge une grande partie de l'activité des syndicats intercommunaux qui se verraient ainsi imposer des décisions.

2. L'autorisation pour les syndicats de prélever eux-mêmes, les impôts correspondant à leur budget, ce qui aurait pour conséquence directe de supprimer le contrôle que les communes exercent actuellement.

Les impôts locaux diminueraient de la part revenant aux syndicats, mais il est à craindre que le montant de l'impôt total à payer soit plus élevé, car le budget des syndicats risque d'augmenter très vite.

3. Etant donnée la représentation des communes dans les syndicats, le Parti socialiste contrôlerait ce « District » d'autant plus que les délégués en titre n'ont aucun compte à rendre à leur Conseil municipal.

Nous en arrivons donc à l'éviction de la population et de ses élus de toutes les décisions concernant les grands problèmes et à la toute puissance du Parti socialiste seul.

Les élus communistes soucieux du respect du contrat communal et fidèles à leurs engagements mettront tout en œuvre avec vous pour empêcher que les projets de nos partenaires soient mis en application.

Jean-Pierre BREMONT.

Soutien aux travailleurs de la SNIA

(Suite de la première page)

TOUJOURS PLUS NOMBREUX, PLUS INFLUENTS, 14 ADHESIONS EN QUINZE JOURS

Seule l'action peut faire céder pouvoir et patronat. S'ils frappent si fort, c'est parce qu'ils ont peur que leur politique de démission nationale toute au service des banques et des « multinationales » n'aboutisse.

Comme le déclarait Maurice Rocher, « si le pouvoir frappe à la S.N.I.A.S., dans une industrie de pointe, c'est qu'il est sur le recul. Sur deux points :

« Après l'échec électoral de la gauche en 1978, par la faute du P.S., pouvoir et patronat ne comptaient pas sur la capacité de relance du combat de la classe ouvrière. »

« Ils comptaient au contraire sur l'affaiblissement du Parti communiste français Or, notre parti n'a jamais été aussi fort, aussi influent, aussi combatif. »

Pouvoir et patronat devront en tenir compte. Les Directions locale et générale de la S.N.I.A.S. en particulier qui, lors des années 1950 et 1951, croyaient en être débarrassées

en licenciant 120 militants syndicaux C.G.T. et communistes, dont quatre étaient condamnés à des peines de prison.

Aujourd'hui, la C.G.T. est toujours l'organisation syndicale la plus puissante à la S.N.I.A.S. Saint-Nazaire.

La section communiste de la S.N.I.A.S. voit chaque jour son audience grandir parmi les travailleurs !

Le meilleur exemple, depuis le retour de la délégation des élus communistes de notre région à l'Assemblée nationale, à l'Hôtel Matignon et près de Mme Pelletier, ministre de la Condition féminine et de la famille, quatorze adhésions à notre parti ont été enregistrées ces deux précédentes semaines parmi les travailleurs de l'aéronautique nazairienne.

Directeur de la publication Maurice ROCHER 46 rue Fouré - NANTES

Imprimerie Commerciale 32 rue Laënnec - RENNES C.P.P.P. n° 52 387

Composé et imprimé par une équipe d'ouvriers syndiqués